



MUNICIPALES

Maires et associations de commerçants expérimentent de nouvelles coopérations

Très présents dans la campagne des élections municipales, le centre-ville et ses sujets récurrents (mobilité, vacance commerciale...) posent également la question des relations entre maires et associations de commerçants.

LE CONSTAT

■ **Le commerce de centre-ville** s'est, sans surprise, imposé dans les débats pendant la campagne des élections municipales.

■ **Alors que les mairies disposent des leviers réglementaires** (fiscalité locale, préemption...), les associations de

commerçants détiennent la connaissance fine du terrain et la capacité d'animation. L'une sans l'autre avance difficilement.

■ **La demande des associations de commerçants** porte sur la concertation et l'anticipation.

Guéret, 13 000 habitants (35 000 avec l'agglomération). Au début des années 2000, la préfecture de la Creuse, après la fermeture de plusieurs sites industriels, a frôlé les 50 % de vacance commerciale. « *On a touché le fond* », reconnaît Raynald Desroy, directeur du dispositif Action Cœur de ville de Guéret. Ce programme national mis en place à partir de 2018 structure l'action publique dans plus de 200 villes moyennes. À Guéret, ses effets sont tangibles. Aujourd'hui, la vacance est revenue autour de 18 %, grâce à un travail coordonné : aides au loyer, prospection active d'enseignes, mais aussi animations portées par l'unique asso-

6 000

ASSOCIATIONS de commerçants en France (métropole et outre-mer)
Source : Fédération française des associations de commerçants

ciation locale, Vingt-Trois Mille, présidée par Éric Daubéchies. Forte de 70 adhérents, Vingt-Trois Mille organise entre 20 et 25 animations par an. Ce travail n'est pas anecdotique. « *Les premiers consommateurs d'un centre-ville, ce sont ses habitants* », rappelle Éric Daubéchies.

Mettre la pression

Sur les bords de l'Allier, la ville de Vichy, connue pour ses sources thermales, a vu son taux de vacance commerciale ramené, en l'espace de cinq ans, de 14,5 % à 8 %. Dans la ville du maire sortant Frédéric Aguilera (LR), l'association Vichy Commerce est associée aux grands rendez-vous municipaux. La mairie a embauché un manager de centre-ville pour faire le lien avec les commerçants. L'équipe municipale a rénové le centre, valorisé le patrimoine thermal et multiplié les événements culturels et sportifs.

« *La mairie a ramené de l'attractivité et a laissé les commerçants la convertir en activité* », résume Foudil Meddahi, conseiller municipal chargé du commerce et ancien vice-président de Vichy Commerce. La stratégie repose sur une conviction. « *Avec le*

développement de l'e-commerce et des zones commerciales périphériques, on ne vient plus en centre-ville pour un type de commerce. On y vient pour une expérience, passer du bon temps, profiter d'un événement, du patrimoine », poursuit Foudil Meddahi. Le conseiller municipal vichyssois, qui gère avec son épouse un magasin de prêt-à-porter, encourage les commerçants de la ville à se mettre au digital. « *Le numérique n'est pas l'ennemi du commerce physique. Les commerçants doivent avancer sur leurs deux jambes. Soyez connectés !* », dit-il.

La protection du linéaire commercial est un autre sujet regardé de près par la municipalité. La ville surveille les ventes de fonds et peut préempter et accorder des aides à l'installation. L'objectif est d'éviter une concentration de commerces à faible investissement (barber shops, kebabs). « *On ne peut pas empêcher une ouverture, mais on peut mettre la pression en demandant telle ou telle enseigne* », explique l' élu.

À Bourges, l'Office du commerce et de l'artisanat (Ocab), présidé par Valérie Cosenza, représente 150 commerçants, dispose d'un



VILLE DE VICHY

Vichy Commerce organise de nombreuses animations, par exemple des braderies, sources à la fois de ventes et d'expériences festives.

budget annuel de 100 000 euros, d'un salarié et d'une convention avec la mairie, l'agglomération et la CCI. « *L'office sert d'interface entre élus et commerçants pour structurer les animations, mutualiser la communication et faire remonter les difficultés* », explique sa présidente.

Au moins deux animations sont organisées chaque mois. L'une d'entre elles s'est concrétisée en 2025 par une exposition de photographies présentée dans toute la ville. L'Ocab a fait tirer



Lionel Saugues, président de la Fédération française des associations de commerçants

« *On n'est pas contre les grands changements. Mais on ne peut pas imposer des projets mal accompagnés. Notre demande porte sur la concertation et l'anticipation.* »

le portrait à l'ancienne de 80 commerçants volontaires. « *Avec cette exposition, nous voulions rendre visibles ceux qui animent et rendent vivantes les rues de Bourges et aussi redire que la façon de consommer influence le centre-ville* », explique Valérie Cosenza. Un message clair et apolitique. « *Il n'est pas question d'entrer dans la politique* », poursuit la présidente de l'Ocab.

À Paris et dans d'autres grandes villes comme Lyon, où les compétences sont partagées entre mairie centrale et arrondissements, le dialogue paraît moins évident. À la tête de l'association des commerçants du village d'Auteuil, dans le 16^e arrondissement, Rodolphe Borgniet a bien souvent au bout du fil l'adjoint chargé du commerce ou celui chargé de la voirie de la mairie du 16^e. « *En réalité, on se débrouille, car beaucoup de choses se décident au niveau de*

la mairie centrale. On organise des brocantes et des braderies pour dynamiser le quartier. Les autorisations sont données par la mairie centrale et le dernier coup de tampon posé par la mairie du 16^e arrondissement dont les élus viennent volontiers pour les inaugurations et la photo », relate Rodolphe Borgniet.

Des acteurs à part entière

Mais à l'approche du scrutin, la Fédération des associations de commerçants, artisans et professions libérales de Paris (Facap), présidée par Thierry Véron, hausse le ton. Elle a adressé aux candidats un « appel à engagements » structuré autour de 14 thématiques prioritaires : stationnement et mobilités professionnelles, simplification administrative, gouvernance locale, attractivité des rues commerçantes, transition numérique, vacance commerciale, sécurité, loyers, fiscalité... « *Les commerçants et les artisans ne veulent plus être les spectateurs d'une politique municipale qui se décide sans eux. Ils entendent être des acteurs à part entière des choix qui touchent leur activité* », insiste Thierry Véron.

La mobilité cristallise particulièrement les tensions. Piétonnisations, zones à trafic limité, suppression de places de stationnement, la Facap ne conteste pas les objectifs environnementaux, mais la méthode. « *On n'est pas contre les grands changements. Mais on ne peut pas imposer des projets mal accompagnés* », appuie Lionel Saugues, président de la Fédération française des associations de commerçants. D'où cette revendication de mettre en place des comités associant municipalités, associations de commerçants et chambres consulaires. Un trio forcément gagnant selon Lionel Saugues. ■

MARIE CADOUX